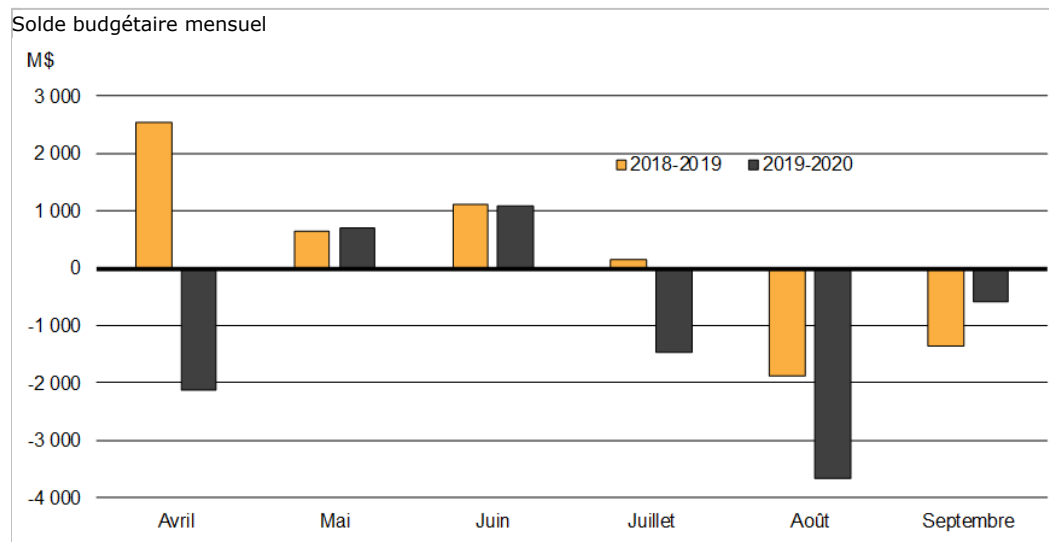


La revue financière Publication du ministère des Finances

Faits saillants

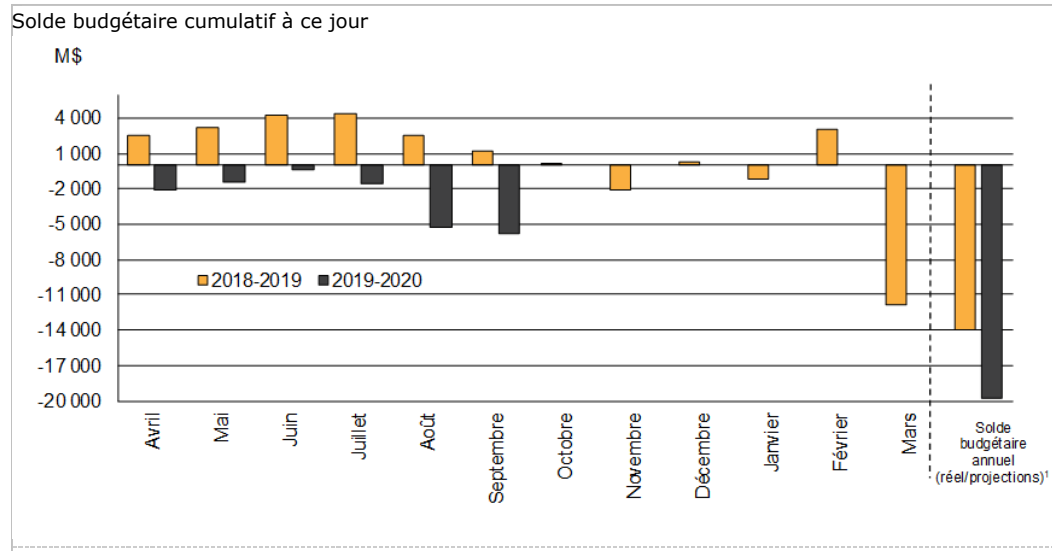
Septembre 2019

Le mois de septembre 2019 s'est soldé par un déficit budgétaire de 0,6 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 1,4 milliard en septembre 2018. Les revenus ont augmenté de 2,2 milliards (9,0 %), en raison principalement de la hausse des revenus fiscaux et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 1,5 milliard (6,2 %), principalement sous l'effet de l'augmentation des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 28 millions (1,3 %).



D'avril à septembre 2019

Pour la période d'avril à septembre de l'exercice 2019-2020, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 5,8 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 1,2 milliard pour la même période de 2018-2019. Les revenus ont augmenté de 6,1 milliards (3,9 %), ce qui s'explique en grande partie par la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés. Les charges de programmes ont augmenté de 12,4 milliards (8,6 %), témoignant de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,7 milliard (5,7 %), en raison principalement de rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation (IPC) et de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.



¹ Sources : Rapport financier annuel du gouvernement du Canada – 2018-2019, budget de 2019

Tableau 1 État sommaire des opérations (M\$)				
	Septembre		Avril - septembre	
	2018 Redressés ¹	2019	2018-2019 Redressés ¹	2019-2020
Opérations budgétaires				
Revenus	25 010	27 252	157 957	164 067
Charges				
Charges de programmes	-24 212	-25 704	-144 479	-156 892
Frais de la dette publique	-2 154	-2 126	-12 273	-12 976
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 356	-578	1 205	-5 801
Opérations non budgétaires	2 328	3 040	-10 882	-7 686
Ressources ou besoins financiers	972	2 462	-9 677	-13 487
Variation nette dans les activités de financement	-6 025	-11 306	7 729	10 594
Variation nette dans l'encaisse	-5 053	-8 844	-1 948	-2 893
Encaisse à la fin de la période			35 730	37 112
<i>Nota</i> – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.				
¹ Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte des changements à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.				

Revenus

En septembre 2019, les revenus se sont chiffrés à 27,3 milliards de dollars, soit une hausse de 2,2 milliards (9,0 %) comparativement à septembre 2018.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (8,6 %).
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation dans le cadre du nouveau régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone ont totalisé 0,1 milliard de dollars.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (4,5 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (9,1 %).

Pour la période d'avril à septembre de l'exercice 2019-2020, les revenus ont totalisé 164,1 milliards de dollars, soit une hausse de 6,1 milliards (3,9 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 4,5 milliards de dollars (3,4 %), principalement sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés. La hausse des revenus fiscaux pour la période d'avril à septembre comprend un montant de 20 millions issu de la partie fédérale des droits d'accise sur le cannabis ayant fait l'objet d'une cotisation.
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation ont totalisé 0,6 milliard de dollars au cours de la période.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (2,1 %).
- Les autres revenus ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (6,1 %).

	Septembre			Avril - septembre		
	2018		Variation	2018-2019		Variation
	Redressés ¹	2019		Redressés ¹	2019-2020	
	(M\$)		(%)	(M\$)	(%)	
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	13 752	14 369	4,5	75 890	79 501	4,8
Sociétés	2 876	3 479	21,0	22 988	24 006	4,4
Non-résidents	396	504	27,3	4 114	4 047	-1,6
	<hr/>			<hr/>		
Total des revenus d'impôt sur le revenu	17 024	18 352	7,8	102 992	107 554	4,4
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	2 536	3 325	31,1	20 413	20 767	1,7
Taxes sur l'énergie	545	533	-2,2	2 882	2 875	-0,2
Droits de douane à l'importation	719	442	-38,5	3 509	2 809	-19,9

Autres taxes et droits d'accise	611	623	2,0	3 198	3 445	7,7
Total des autres taxes et droits	4 411	4 923	11,6	30 002	29 896	-0,4
Total des revenus fiscaux	21 435	23 275	8,6	132 994	137 450	3,4
Produits issus de la redevance sur les combustibles	0	136	s.o.	0	572	s.o.
Cotisations d'assurance-emploi	1 284	1 342	4,5	11 073	11 303	2,1
Autres revenus	2 291	2 499	9,1	13 890	14 742	6,1
Total des revenus	25 010	27 252	9,0	157 957	164 067	3,9

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte un changement à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.

Charges

En septembre 2019, les charges de programmes ont totalisé 25,7 milliards de dollars, soit une hausse de 1,5 milliard (6,2 %) comparativement au mois de septembre 2018.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,1 milliard de dollars (1,1 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (4,3 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,2 milliard (11,0 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,1 milliard (4,1 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (3,8 %), principalement sous l'effet des augmentations prévues par la loi du Transfert canadien en matière de santé (TCS), du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS), des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (11,5 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles désigne 14 millions de dollars en paiements effectués dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone.
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (6,7 %), sous l'effet d'augmentations dans plusieurs ministères.
 - Les autres charges de programmes directes, qui englobent les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement, ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (13,6 %), ce qui s'explique en grande partie par l'augmentation des coûts liés au personnel.

Les frais de la dette publique ont diminué de 28 millions (1,3 %).

Pour la période d'avril à septembre de 2019-2020, les charges de programmes se sont élevées à 156,9 milliards de dollars, soit une hausse de 12,4 milliards (8,6 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 1,3 milliard de dollars (2,8 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,3 milliard (4,8 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,1 milliard (0,9 %), et les prestations pour enfants ont augmenté de 0,2 milliard (1,3 %).

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 3,8 milliards de dollars (10,3 %), en raison principalement des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires ainsi que de la hausse des versements des transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale, de même que des transferts de 1,9 milliard de dollars découlant de la nouvelle entente concernant la rente garantie par des dividendes du projet Hibernia, entente conclue le 1er avril 2019 par le Canada et Terre-Neuve-et-Labrador.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 7,3 milliards de dollars (12,1 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles a totalisé 1,3 milliard de dollars.
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (10,6 %), sous l'effet de la hausse des paiements constatée dans un certain nombre de ministères.
 - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 4,2 milliards de dollars (9,8 %), en partie sous l'effet de la hausse des coûts liés au personnel.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (5,7 %), ce qui s'explique en grande partie par des rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'IPC et par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Tableau 3 Charges						
	Septembre			Avril - septembre		
	2018 Redressés ¹	2019	Variation	2018-2019 Redressés ¹	2019-2020	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	4 436	4 625	4,3	26 329	27 581	4,8
Prestations d'assurance-emploi	1 660	1 477	-11,0	9 127	9 043	-0,9
Prestations pour enfants	1 976	2 057	4,1	11 935	12 094	1,3
Total	8 072	8 159	1,1	47 391	48 718	2,8
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	3 215	3 364	4,6	19 292	20 186	4,6
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 180	1 215	3,0	7 080	7 293	3,0
Péréquation	1 580	1 653	4,6	9 479	9 922	4,7
Formule de financement des territoires	257	268	4,3	2 241	2 337	4,3
Fonds de la taxe sur l'essence	0	0	s.o.	1 085	1 084	-0,1
Transferts relatifs aux soins à domicile et de santé mentale	0	0	s.o.	31	550	1 674,2
Autres arrangements fiscaux ²	-427	-474	11,0	-2 546	-951	-62,6
Total	5 805	6 026	3,8	36 662	40 421	10,3

Charges de programmes directes						
Retour des produits de la redevance sur les combustibles	0	14	s.o.	0	1 257	s.o.
Autres paiements de transfert	3 386	3 614	6,7	17 725	19 612	10,6
Autres charges de programmes directes	6 949	7 891	13,6	42 701	46 884	9,8
	<hr/>			<hr/>		
Total des charges de programmes directes	10 335	11 519	11,5	60 426	67 753	12,1
	<hr/>			<hr/>		
Total des charges de programmes	24 212	25 704	6,2	144 479	156 892	8,6
Frais de la dette publique	2 154	2 126	-1,3	12 273	12 976	5,7
	<hr/>			<hr/>		
Total des charges	26 366	27 830	5,6	156 752	169 868	8,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte un changement à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.

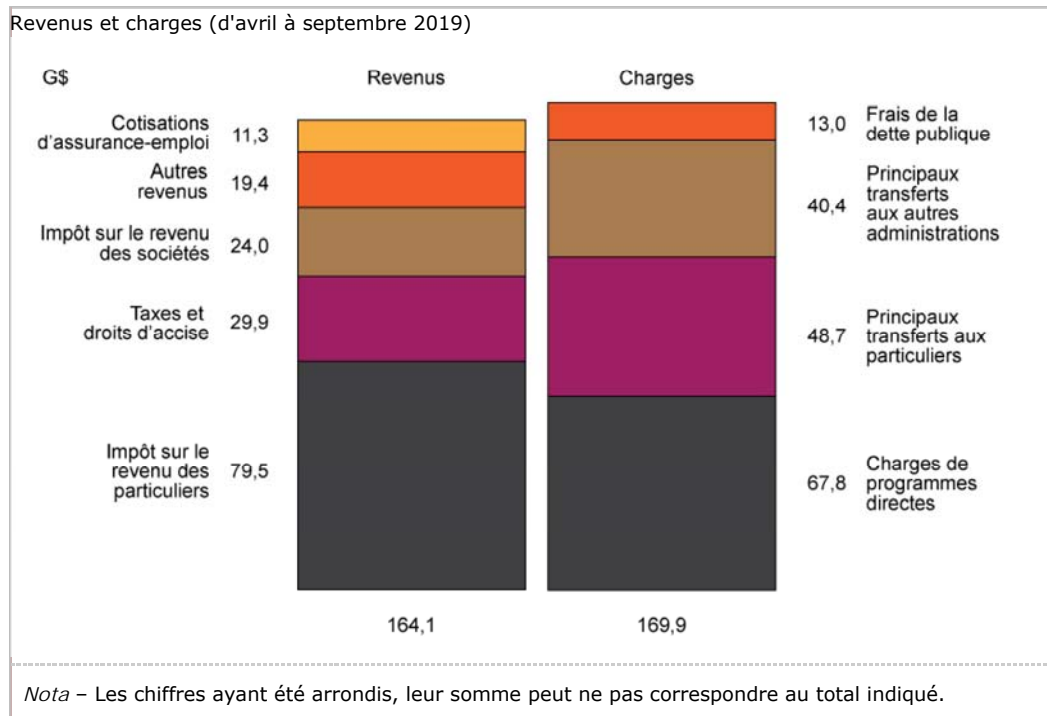
² Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les subventions législatives; les paiements liés aux accords de 2005 sur les ressources extracôtières; les paiements aux provinces relativement à l'organisme commun de réglementation des valeurs mobilières; les transferts effectués en vertu de l'Entente concernant la rente garantie par des dividendes du projet Hibernia conclue avec Terre-Neuve-et-Labrador; et d'autres éléments.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

Tableau 4 Total des charges, par article de charges						
	Septembre			Avril - septembre		
	2018 Redressés ¹	2019	Variation	2018-2019 Redressés ¹	2019-2020	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paiements de transfert	17 263	17 813	3,2	101 778	110 008	8,1
Autres charges						
Personnel	4 157	4 887	17,6	26 941	29 752	10,4
Transports et communications	222	220	-0,9	1 273	1 252	-1,6
Information	16	26	62,5	92	137	48,9
Services professionnels et spéciaux	868	955	10,0	4 376	4 711	7,7
Location	210	228	8,6	1 482	1 533	3,4
Réparation et entretien	285	317	11,2	1 241	1 358	9,4
Services publics, fournitures et approvisionnements	192	212	10,4	1 109	1 169	5,4
Autres subventions et charges	578	611	5,7	3 706	4 340	17,1
Amortissement des immobilisations corporelles	410	427	4,1	2 413	2 562	6,2
Perte nette sur cession de biens	11	8	-27,3	68	70	2,9
Total des autres charges	6 949	7 891	13,6	42 701	46 884	9,8
Total des charges de programmes	24 212	25 704	6,2	144 479	156 892	8,6
Frais de la dette publique	2 154	2 126	-1,3	12 273	12 976	5,7
Total des charges	26 366	27 830	5,6	156 752	169 868	8,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte un changement à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.



Besoins financiers de 13,5 milliards de dollars d'avril à septembre 2019

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 5,8 milliards de dollars et des besoins de 7,7 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à septembre 2019 s'est soldée par des besoins financiers de 13,5 milliards, comparativement à des besoins financiers de 9,7 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5 Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers (M\$)				
	Septembre		Avril - septembre	
	2018	2019	2018-2019	2019-2020
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 356	-578	1 205	-5 801
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	2 569	3 353	-6 929	-5 721
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	648	901	3 797	5 396
Comptes d'opérations de change	1 142	1 112	2 211	185
Prêts, placements et avances	-2 023	-2 277	-9 182	-7 355
Actifs non financiers	-8	-49	-779	-191
Total des opérations non budgétaires	2 328	3 040	-10 882	-7 686
Ressources ou besoins financiers	972	2 462	-9 677	-13 487

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 10,6 milliards de dollars

L'État a couvert ces besoins financiers de 13,5 milliards de dollars en diminuant ses soldes de trésorerie de 2,9 milliards et en augmentant la dette non échue de 10,6 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin du mois de septembre 2019, les soldes de trésorerie s'élevaient à 37,1 milliards de dollars, soit 1,4 milliard de plus qu'à la fin du mois de septembre 2018.

Tableau 6 Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement (M\$)				
	Septembre		Avril - septembre	
	2018	2019	2018-2019	2019-2020
Ressources ou besoins financiers	972	2 462	-9 677	-13 487
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-6 065	-7 204	-6 487	14 065
Bons du Trésor	1 500	-2 600	17 800	-100
Titres au détail	-80	-14	-241	-115
Total	-4 645	-9 818	11 072	13 850
Emprunts en devises	-365	-792	-125	-747
Total	-5 010	-10 610	10 947	13 103
Réévaluation de swaps de devises	-760	-518	-2 121	-1 917
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-202	-163	-872	222
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autres dette non échue	-53	-15	-225	-814
Variation nette dans les activités de financement	-6 025	-11 306	7 729	10 594
Variation dans l'encaisse	-5 053	-8 844	-1 948	-2 893
Trésorerie à la fin de l'exercice			35 730	37 112
<i>Nota</i> – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.				

Dettes fédérales

La dette fédérale, ou déficit accumulé, désigne l'écart entre le total des passifs du gouvernement et le total de ses actifs. La variation d'une année à l'autre du déficit accumulé découle du solde budgétaire cumulé de l'exercice visé, auquel s'ajoutent les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global se composent de certains gains et pertes non réalisés sur des instruments financiers ainsi que de certains gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés qui sont comptabilisés par les sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques.

Le déficit accumulé a augmenté de 7,0 milliards de dollars d'avril à septembre 2019, en raison du déficit budgétaire de 5,8 milliards enregistré pendant cette période et des pertes de 1,2 milliard constatées au titre des autres éléments du résultat global.

Tableau 7 État condensé de l'actif et du passif M\$			
	31 mars 2019	30 septembre 2019	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	159 707	143 412	-16 295
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	569 526	583 591	14 065
Bons du Trésor	134 300	134 200	-100
Titres au détail	1 237	1 122	-115
Total partiel	705 063	718 913	13 850
Payable en devises	16 011	15 264	-747
Compte de réévaluation de swaps de devises	7 274	5 357	-1 917
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	2 163	2 385	222
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	6 404	5 590	-814
Total de la dette non échue	736 915	747 509	10 594
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	168 782	167 773	-1 009
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	113 862	120 220	6 358
Autres passifs	5 905	5 952	47
Total des régimes de retraite et autres passifs	288 549	293 945	5 396
Total de la dette portant intérêt	1 025 464	1 041 454	15 990
Total des passifs	1 185 171	1 184 866	-305
Actifs financiers			

Trésorerie et créances	177 041	163 574	-13 467
Comptes d'opérations de change	99 688	99 503	-185
Prêts, placements et avances (nets des provisions) ¹	133 912	140 086	6 174
Actifs des régimes de retraite du secteur public	2 406	2 406	0
	<hr/>		
Total des actifs financiers	413 047	405 569	-7 478
	<hr/>		
Dettes nettes	772 124	779 297	7 173
Actifs non financiers	86 674	86 865	191
	<hr/>		
Dettes fédérales (déficit accumulé)	685 450	692 432	6 982
<i>Nota</i> – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.			
¹ Le montant du 30 septembre 2019 inclut des pertes de 1,2 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril à septembre 2019.			

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada, préparé tous les mois par le ministère des Finances du Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun, conformément à la Norme spéciale de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui est conçue pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les *Comptes publics du Canada*.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des *Comptes publics du Canada*, accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des dépenses. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les *Comptes publics du Canada* annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que d'autres renseignements sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus et les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution reçoit la sanction royale.
7. L'État condensé de l'actif et du passif est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.
8. Changement comptable et redressement

Pour faciliter les comparaisons, les résultats financiers mensuels de l'exercice 2018-2019 présentés dans *La revue financière* ont été redressés de façon à tenir compte du changement suivant à la convention comptable :

Corporation commerciale canadienne

En 2018-2019, la Corporation commerciale canadienne a déterminé qu'elle agissait à titre de mandataire du gouvernement dans ses opérations d'échanges commerciaux. Par conséquent, les revenus et charges ainsi que les soldes des actifs et passifs connexes découlant de ces opérations ne sont plus consolidés dans les résultats financiers du gouvernement. Ce changement à la convention comptable n'a aucune incidence nette sur le solde budgétaire, puisqu'une réduction équivalente des charges compense la baisse des revenus du gouvernement. De même, ce changement à la convention comptable n'a aucune incidence nette sur la dette fédérale, puisqu'une réduction équivalente des passifs compense la baisse des actifs du gouvernement.

Le tableau qui suit fournit un aperçu du redressement des résultats financiers de l'exercice 2018-2019.

Tableau 8 Sommaire du redressement (M\$)		
	Autres charges de programmes directes	Autres revenus
Septembre 2018		
Publiés antérieurement	7 173	2 515
Effet du changement à la convention comptable		
Corporation commerciale canadienne	-224	-224
<hr/>		
Redressés	6 949	2 291
<hr/>		
D'avril à septembre 2018		
Publiés antérieurement	43 991	15 180
Effet du changement à la convention comptable		
Corporation commerciale canadienne	-1 290	-1 290
<hr/>		
Redressés	42 701	13 890
<hr/>		
<i>Nota</i> – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.		

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Novembre 2019

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2019)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF

ISSN : 1487-0134